



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.121/2
du 30 avril 2014

advies 56.121/2
van 30 april 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif à la couverture des frais de la Banque Nationale de Belgique liés à l'évaluation complète, y compris l'évaluation du bilan, visée à l'article 33, alinéa 4, du règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013, confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédits'

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de dekking van de kosten van de Nationale Bank van België verbonden aan de uitgebreide beoordeling, inclusief balansbeoordeling, bedoeld in artikel 33, lid 4, van Verordening (EU) nr. 1024/2013 van de Raad van 15 oktober 2013 waarbij aan de Europese Centrale Bank specifieke taken worden opgedragen betreffende het beleid inzake het prudentieel toezicht op kredietinstellingen'

Le 23 avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la couverture des frais de la Banque Nationale de Belgique liés à l'évaluation complète, y compris l'évaluation du bilan, visée à l'article 33, alinéa 4, du règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013, confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédits'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 30 avril 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 avril 2014.

*

Op 23 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de dekking van de kosten van de Nationale Bank van België verbonden aan de uitgebreide beoordeling, inclusief balansbeoordeling, bedoeld in artikel 33, lid 4, van Verordening (EU) nr. 1024/2013 van de Raad van 15 oktober 2013 waarbij aan de Europese Centrale Bank specifieke taken worden opgedragen betreffende het beleid inzake het prudentieel toezicht op kredietinstellingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 30 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 april 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée parce que cette attribution sans délai des frais aux établissements soumis à la surveillance de la Banque nationale, dans le cadre de leur évaluation est d'une grande importance pour le bon fonctionnement de la Banque nationale. Cette évaluation, qui consiste en une analyse détaillée des actifs et une procédure d'évaluation des risques, a déjà été entamée et doit être achevée avant le début de la phase opérationnelle du mécanisme de supervision nationale, prévu pour le 4 novembre 2014. Ce projet d'arrêté royal devra être adopté dès que possible pour que les coûts puissent être comptabilisés incessamment ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. L'alinéa 2 du préambule doit être remplacé par le visa suivant :

« Vu la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, l'article 12bis, § 4, inséré par l'article 187 de l'arrêté royal du 3 mars 2011 mettant en œuvre l'évolution des structures de contrôle du secteur financier, confirmé par l'article 298 de la loi du 3 août 2012 ; ».

Tel est en effet le fondement juridique de l'arrêté en projet dans le droit interne, qui est du reste également celui de l'arrêté royal du 17 juillet 2012 'relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique', lequel n'est en revanche ni modifié ni abrogé ou

rapporté ¹ par l'arrêté en projet, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'en faire mention dans le préambule pour la seule raison que l'article 1^{er}, alinéa 3, du projet y renvoie.

2. L'alinéa 3 doit être omis pour la même raison : le seul fait que l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet fait référence à « la décision de la Banque Centrale Européenne du 4 février 2014 identifiant les établissements de crédit soumis à l'évaluation complète » ne justifie pas sa mention dans le préambule.

Cet alinéa et le suivant doivent être remplacés comme suit ² :

« Vu l'urgence, motivée par [reproduction de la motivation spéciale figurant dans la lettre de demande d'avis] ;

Vu l'avis 56.121/2 du Conseil d'État, donné le 30 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

3. Dans la version française de l'intitulé de l'arrêté en projet ainsi que de son article 1^{er}, alinéa 1^{er}, c'est le « paragraphe 4 » – et non l'alinéa 4 – de l'article 33 du règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013 'confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit' qu'il y a lieu de mentionner.

Ce sont de même les « paragraphes 2 et 3 » – et non les alinéas 2 et 3 – de la décision précitée du 4 février 2014 de la Banque centrale européenne auxquels il convient de renvoyer dans la version française de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet.

*

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 19.

² *Ibid.*, formule F 3-5-3, tenant compte de la renumérotation résultant de l'article 23, 3^o, de la loi du 20 janvier 2014 'portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État'.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“L’urgence est motivée parce que cette attribution sans délai des frais aux établissements soumis à la surveillance de la Banque nationale, dans le cadre de leur évaluation, est d’une grande importance pour le bon fonctionnement de la Banque nationale. Cette évaluation, qui consiste en une analyse détaillée des actifs et une procédure d’évaluation des risques, a déjà été entamée et doit être achevée avant le début de la phase opérationnelle du mécanisme de supervision nationale, prévu pour le 4 novembre 2014. Ce projet d’arrêté royal devra être adopté dès que possible pour que les coûts puissent être comptabilisés incessamment”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Het tweede lid van de aanhef dient te worden vervangen door de hiernavolgende aanhefverwijzing:

“Gelet op de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, artikel 12*bis*, § 4, ingevoegd bij artikel 187 van het koninklijk besluit van 3 maart 2011 betreffende de evolutie van de toezichtsarchitectuur voor de financiële sector, bekrachtigd bij artikel 298 van de wet van 3 augustus 2012;”.

Dat artikel vormt in het interne recht immers de rechtsgrond van het ontworpen besluit, en overigens eveneens die van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 ‘betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op

financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België', welk koninklijk besluit daarentegen noch gewijzigd, noch opgeheven of ingetrokken wordt¹ door het ontworpen besluit, zodat daarvan geen melding behoort te worden gemaakt in de aanhef louter omdat artikel 1, derde lid, van het ontwerp ernaar verwijst.

2. Het derde lid dient om dezelfde reden te worden weggelaten: het loutere feit dat in artikel 1, eerste lid, van het ontwerp wordt verwezen naar "het besluit van de Europese Centrale Bank van 4 februari 2014 inzake de vaststelling van de kredietinstellingen die onderworpen worden aan de uitgebreide beoordeling" is geen voldoende reden om dat besluit in de aanhef te vermelden.

Dat lid en het daaropvolgende lid dienen te worden vervangen als volgt:²

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat ... [overname van de bijzondere motivering zoals ze voorkomt in de brief met de adviesaanvraag];

Gelet op advies 56.121/2 van de Raad van State, gegeven op 30 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"

3. In de Franse tekst dient zowel in het opschrift van het ontworpen besluit als in artikel 1, eerste lid, gewag te worden gemaakt van "paragraphe 4" – in plaats van "alinéa 4" – van artikel 33 van verordening (EU) nr. 1024/2013 van de Raad van 15 oktober 2013 'waarbij aan de Europese Centrale bank specifieke taken worden opgedragen betreffende het beleid inzake het prudentieel toezicht op kredietinstellingen'.

Op dezelfde wijze dient in de Franse tekst van artikel 1, eerste lid, van het ontwerp te worden verwezen naar "paragraphes 2 et 3" – en niet naar "alinéas 2 et 3" – van het voornoemde besluit van de Europese Centrale Bank van 4 februari 2014.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 19.

² *Ibid.*, formule F 3-5-3, rekening houdend met de vernummering die voortvloeit uit artikel 23, 3^o, van de wet van 20 januari 2014 'houdende hervorming van de bevoegdheid, de procedureregeling en de organisatie van de Raad van State'.